

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 23 juli 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologiën,
de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister voor Economie, Tewerkstelling en Middenstand voor het Waalse Gewest,

A. DECLÉTY

De Minister van Huisvesting en Toezicht voor het Waalse Gewest,

A. DALEM

De Minister voor Begroting, Financiën en Gesubsidieerde Werken voor het Waalse Gewest,

Ch. AUBÉCQ

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

De Minister van Leefmilieu en Landbouw voor het Waalse Gewest,

D. DUCARME

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 87 — 1762

17 JUILLET 1987

Décret relatif à la protection du patrimoine culturel immobilier de la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent décret, on entend par :

a) Patrimoine culturel immobilier : l'ensemble des biens immobiliers dont la protection se justifie en raison de leur intérêt historique, archéologique, scientifique, artistique, social ou technique.

1° A titre de monument : toute réalisation architecturale ou sculpturale considérée isolément, y compris les installations et éléments décoratifs faisant partie intégrante de cette réalisation;

2° A titre d'ensemble architectural : tout groupement de constructions urbaines ou rurales suffisamment cohérent pour faire l'objet d'une délimitation topographique et remarquable par son homogénéité ou par son intégration dans le paysage;

3° A titre de site : toute œuvre de la nature ou toute œuvre combinée de l'homme et de la nature constituant un espace suffisamment caractéristique et homogène pour faire l'objet d'une délimitation topographique.

b) Protection : ensemble des mesures visant à l'identification, la sauvegarde, le classement, l'entretien, la restauration, la consolidation, la mise en valeur des monuments, ensembles architecturaux et sites dans le but d'assurer leur conservation intégrée.

c) Exécutif : l'Exécutif de la Communauté française.

d) Commission royale : la section autonome française de la Commission royale des monuments et des sites.

e) Propriétaire : la personne physique ou morale, titulaire du droit de propriété, d'usufruit ou d'emphytéose sur le bien.

f) Zone de protection : la zone établie autour d'un monument, d'un ensemble architectural ou d'un site dont le périmètre est fixé en fonction des exigences de la protection des abords du bien.

(1) Session 1984-1985.

Documents du Conseil. — N° 189, n° 1. Projet de décret. — N° 189, nos 2 et 3. Amendements.

Session 1985-1986.

Documents du Conseil. — N° 32, n° 1. Document de renvoi à la session 1984-1985. — N° 32, nos 2 à 26 et N° 32, nos 28 à 33. — Amendements et sous-amendements. — N° 32, n° 27. Rapport.

Session 1983-1984.

Documents du Conseil. — N° 140, n° 1. Proposition de décret. — N° 140, nos 2 et 3. Amendements. (Examen conjoint)

Session 1986-1987.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du mercredi 8 juillet 1987.

TITRE II. — *Protection des monuments, ensembles architecturaux et sites*CHAPITRE 1er. — *Mesures de sauvegarde*Section 1. — *L'inventaire*

Art. 2. L'Exécutif dresse, tient à jour et publie un inventaire des biens culturels immobiliers définis à l'article 1er, a) du présent décret.

Section 2. — *La liste de sauvegarde*

Art. 3. § 1er. L'Exécutif peut, après avis de la Commission royale, inscrire sur une liste de sauvegarde les biens culturels immobiliers définis à l'article 1er du présent décret et ce :

- soit d'initiative;
- soit sur proposition de la Commission royale;
- soit à la demande du collège des bourgmestre et échevins de la commune intéressée;
- soit à la demande de 150 personnes inscrites au registre de la population de la commune où le bien est situé, s'il s'agit d'une commune de moins de 5 000 habitants; de 300 personnes pour une commune dont le chiffre de population est supérieur à 5 000;
- soit à la demande du propriétaire.

§ 2. Les biens sont inscrits sur la liste de sauvegarde pour une période de neuf mois prenant cours à la date de l'inscription.

Art. 4. L'arrêté inscrivant un bien sur la liste de sauvegarde est publié par mention au *Moniteur belge*. Il est notifié :

- A l'Exécutif régional wallon, et s'il échet : au Ministre de la Justice, au Ministre de l'Agriculture, au Ministre des Travaux publics;
- A la députation permanente de la province où le bien est situé, au collège des bourgmestre et échevins de la commune où le bien est situé, à la Commission royale, au propriétaire.

L'arrêté inscrivant le bien sur la liste de sauvegarde est obligatoire à leur égard dès sa notification ou à partir de sa publication si celle-ci est antérieure.

Art. 5. § 1er. Le propriétaire d'un bien inscrit sur la liste de sauvegarde ne peut y apporter ou y laisser apporter aucun changement définitif qui en modifie l'aspect, avant d'y être autorisé par l'Exécutif, sur avis de la Commission royale.

Cette autorisation doit être émise dans les quatre mois de la demande. Passé ce délai, l'autorisation est réputée accordée.

§ 2. Par dérogation à l'article 90, alinéa 2, de la loi communale, lorsqu'un bien inscrit sur la liste de sauvegarde menace ruine, le bourgmestre ne peut en ordonner la démolition partielle ou totale sans notifier sa décision à l'Exécutif. Cette décision est exécutoire dans les dix jours qui suivent la réception de cette notification, si l'Exécutif ne l'a pas suspendue par lettre recommandée.

§ 3. Les effets de l'inscription sur la liste de sauvegarde suivent l'immeuble en quelques mains qu'il passe. Les servitudes qui dérivent des lois, décrets et règlements relatifs à la police de la voirie et des constructions ne sont pas applicables aux immeubles inscrits sur la liste de sauvegarde, si elles peuvent avoir pour conséquence de les détériorer ou d'en modifier l'aspect.

§ 4. En cas de transfert d'un bien inscrit sur la liste de sauvegarde, le notaire instrumentant est tenu de recueillir auprès des administrations communales les informations éventuelles relatives à l'inscription sur une liste de sauvegarde.

Dans la publicité faite à l'occasion d'une vente, le notaire instrumentant est également tenu de faire mention de l'inscription sur une liste de sauvegarde.

§ 5. Lorsqu'un bien est inscrit sur une liste de sauvegarde, les administrations communales sont tenues de donner au sujet de ce bien tout renseignement en leur possession, soit à la demande de tout intéressé, soit d'office dans le cas où elles délivrent un certificat d'urbanisme en application de l'article 63, § 12 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Art. 6. L'Exécutif peut, après avis de la Commission royale, rayer l'inscription d'un bien sur la liste de sauvegarde :

- soit d'initiative;
- soit à la requête d'une autorité publique;
- soit à la requête du propriétaire, adressée à l'Exécutif par lettre recommandée à la poste.

CHAPITRE II. — *Classement*Section 1. — *Procédure*

Art. 7. L'Exécutif peut classer les biens culturels immobiliers définis à l'article 1er.

Art. 8. L'Exécutif entame la procédure de classement :

- soit d'initiative;
- soit sur proposition de la Commission royale;
- soit à la demande du collège des bourgmestre et échevins de la commune intéressée;
- soit à la demande de 150 personnes inscrites au registre de la population de la commune où le bien est situé, s'il s'agit d'une commune de moins de 5 000 habitants; de 300 personnes pour une commune dont le chiffre de population est supérieur à 5 000;
- soit à la demande du propriétaire.

Art. 9. L'Exécutif soumet, pour avis, les projets de classement, simultanément :

a) A l'Exécutif régional wallon et s'il échet, au Ministre de la Justice, au Ministre de l'Agriculture et au Ministre des Travaux publics; ils disposent d'un délai de soixante jours, à compter du jour de la réception de la demande adressée par envoi enregistré à la poste pour communiquer leur avis; passé ce délai, la procédure est poursuivie.

b) A la députation permanente du conseil provincial et au collège des bourgmestre et échevins de la commune où le bien est situé.

c) A la Commission royale.

L'Exécutif notifie au propriétaire, par lettre recommandée à la poste, sa décision d'entamer la procédure de classement. Le propriétaire a l'obligation d'en informer l'occupant dans les quinze jours ouvrables ainsi que toute personne qu'il aurait chargée d'exécuter des travaux au bien visé ou qu'il aurait autorisée à en exécuter. La notification adressée au propriétaire mentionne cette obligation ainsi que la peine qui en réprime la violation.

Art. 10. § 1er. Dans les quinze jours de la réception de la demande visée à l'article 9, b, le collège des bourgmestre et échevins procède à une enquête publique annoncée par voie d'affiches à la maison communale, sur les lieux concernés par le projet de classement, et, éventuellement, par tout autre moyen. Les avis affichés doivent être maintenus pendant toute la durée de l'enquête en parfait état de visibilité et de lisibilité. Ils indiquent l'objet de l'enquête et signalent que le dossier peut être consulté à la maison communale. Ils mentionnent également que les observations éventuelles doivent être adressées par écrit au collège des bourgmestre et échevins dans les trente jours de l'affichage et précisent la date limite d'introduction de ces observations. Les observations sont communiquées à l'Exécutif en même temps que copie de l'avis.

§ 2. Dans les quinze jours suivant l'expiration du délai prévu au § 1er, le collège des bourgmestre et échevins ou l'un de ses membres délégué par lui, tient une séance publique où sont entendues les personnes qui le désirent.

A l'issue de cette séance, il est dressé procès-verbal qui clôture l'enquête publique.

§ 3. Après clôture de l'enquête publique, et dans un délai n'excédant pas trente jours, le conseil communal émet un avis motivé sur la demande de classement; passé ce délai, la procédure est poursuivie.

§ 4. Dans les quinze jours suivant la clôture du délai visé au § 3, le collège des bourgmestre et échevins transmet à la députation permanente du conseil provincial le dossier auquel sont joints :

- les observations formulées au cours de l'enquête publique;
- le procès-verbal de clôture de l'enquête publique;
- la délibération du conseil communal.

Une copie de ces documents est en même temps adressée à l'Exécutif et à la Commission royale.

§ 5. Le défaut ou le retard par la commune de procéder aux formalités visées au présent article n'entraîne pas la nullité de la procédure et ne peut avoir pour effet d'allonger le délai visé à l'article 11.

Art. 11. Dans les trente jours de la réception du dossier transmis par la commune ou, à défaut, dans les cent cinquante jours suivant la réception de la demande visée à l'article 9, b, la députation permanente donne un avis motivé sur la demande de classement; passé ce délai, la procédure est poursuivie.

Art. 12. Le dossier complet est transmis par la députation permanente à la Commission royale qui adresse ses propositions motivées à l'Exécutif dans les soixante jours de la réception du dossier ou, à défaut, dans les soixante jours suivant l'expiration du délai visé à l'article 11.

Art. 13. § 1er. Tout propriétaire d'un bien immobilier faisant l'objet d'une proposition de classement peut, dans les septante-cinq jours de la clôture de l'enquête visée à l'article 10, s'adresser directement à l'Exécutif par lettre recommandée à la poste, en vue de faire connaître ses observations au sujet du classement, pour autant que sa lettre soit accompagnée d'une déclaration de l'administration communale attestant qu'il était absent au moment de l'enquête.

§ 2. La procédure prévue au § 1er peut être utilisée par tout propriétaire ou toute autre personne intéressée lorsque la commune n'a pas procédé à l'enquête publique. Une copie de ces documents est en même temps adressée à la Commission royale.

Art. 14. L'arrêté de classement est notifié, par lettre recommandée, aux autorités et personnes mentionnées à l'article 9. Il est transcrit au bureau de conservation des hypothèques.

Dans les quinze jours de la réception de la notification, le propriétaire en donne connaissance au locataire ou occupant par lettre recommandée à la poste, sous peine d'être tenu pour responsable solidairement de la réparation ou du dédommagement visés à l'article 30. La notification visée à l'alinéa 2 fait mention de cette obligation.

L'arrêté de classement est publié par mention au *Moniteur belge*.

Art. 15. Le déclassement d'un monument, d'un ensemble architectural ou d'un site se fait dans les conditions et formes imposées pour le classement.

Section 2. — Effets du classement

Art. 16. Les dispositions prévues à l'article 5 relatif à la liste de sauvegarde sont d'application quant aux effets du classement.

Art. 17. L'Exécutif peut, par arrêté motivé pris sur avis de la Commission royale, établir autour de tout monument, ensemble architectural ou site classé, une zone de protection dont il fixe les limites. Dans cette zone, tous actes et travaux susceptibles de modifier les vues à partir du monument, de l'ensemble architectural ou du site vers l'extérieur et à partir de l'extérieur vers le monument, l'ensemble architectural et le site doivent être expressément autorisés par l'Exécutif.

L'Exécutif arrête la procédure d'octroi des autorisations. L'Exécutif est réputé donner l'autorisation si, dans un délai de soixante jours après la réception de la demande et des renseignements réclamés, un arrêté de l'Exécutif autorisant les travaux interdits n'est pas intervenu.

Art. 18. § 1er. L'arrêté de classement peut déterminer les conditions particulières de protection auxquelles sont soumis les biens concernés. Ces conditions peuvent impliquer des restrictions au droit de propriété, y compris l'interdiction totale ou conditionnelle de bâtir ou d'ériger des clôtures.

§ 2. L'arrêté de classement d'un site ne peut limiter la liberté du cultivateur en ce qui concerne les plantations et les cultures, à l'exception toutefois des haies, des bosquets, des allées et des bois, des zones humides ainsi que des sites classés pour l'intérêt que présente leur végétation ou leur faune.

Art. 19. Tous les effets du classement s'appliquent provisoirement aux monuments, ensembles architecturaux et sites faisant l'objet d'une procédure de classement pendant une période d'un an prenant cours à la date des notifications prévues aux articles 9 et 10, § 2.

L'Exécutif peut prolonger ce délai d'une durée de trois à six mois.

Art. 20. L'Exécutif arrête le graphisme, les dimensions et l'emplacement des sigles et panneaux placés sur les monuments, ensembles architecturaux et aux abords des sites classés en vue d'attirer l'attention sur leur valeur culturelle.

CHAPITRE III. — Les travaux d'entretien, de consolidation, de restauration et de mise en valeur

Art. 21. Le propriétaire d'un bien classé est tenu de le maintenir en bon état par les travaux d'entretien, de consolidation et de restauration.

Art. 22. Les travaux d'entretien, de consolidation, de restauration et de mise en valeur d'un bien classé ne peuvent être entrepris sans l'autorisation préalable accordée par l'Exécutif après avis de la Commission royale et du collège des bourgmestre et échevins de la commune intéressée.

Art. 23. La Communauté française, la province et la commune intéressée interviennent dans les frais d'entretien, de consolidation, de restauration et de mise en valeur suivant les conditions et propositions à fixer par arrêté de l'Exécutif. La part de la Communauté française ne pourra être inférieure à celle de la commune, sauf assentiment de celle-ci.

Dans le cas où le propriétaire refuse de faire exécuter les travaux nécessaires pour prévenir la destruction ou la détérioration de l'immeuble, la Communauté française, la province ou la commune peut se substituer à lui et prendre les mesures conservatoires à la sauvegarde du monument; dans ce cas, la commune ou la province recueille les subventions accordées par la Communauté française.

A défaut d'accord avec le propriétaire, ces autorités peuvent récupérer les frais engagés, dans la mesure où ils ont profité au propriétaire, et ce par toute voie de justice. Lorsque le bien appartient à un particulier, celui-ci peut exiger que l'autorité en cause procède à l'expropriation de son bien. Sauf convention contraire intervenue entre les parties intéressées, l'expropriation porte sur le bien immobilier tout entier, même s'il n'est classé que pour partie — pour autant que la partie classée constitue un élément essentiel du monument ou de l'édifice — et sur le terrain qui en est l'accessoire indispensable.

CHAPITRE IV. — Intégration du Patrimoine culturel immobilier dans le cadre de vie de la société contemporaine

Art. 24. § 1er. Pour assurer l'intégration du Patrimoine classé comme monument, la Communauté française, les provinces, les communes, associations de communes, conseils de fabrique d'église et centres publics d'aide sociale procèdent à une étude détaillée des possibilités d'affecter à toute activité le ou les immeubles classés dont ils sont propriétaires.

§ 2. La Communauté intervient dans les frais d'étude de réaffectation des immeubles classés prévus au § 1er, suivant les conditions et propositions fixées par arrêté.

§ 3. L'octroi par la Communauté française de tout subside à la restauration, la consolidation et la mise en valeur de bâtiments classés, propriétés des institutions citées au § 1er, est subordonné à une étude détaillée de réaffectation desdits bâtiments.

Art. 25. Dans les conditions et proportions fixées par l'Exécutif, la Communauté française, la province et la commune intéressées peuvent intervenir dans la partie des frais résultant uniquement de la réaffectation des biens classés.

CHAPITRE V. — Des indemnités

Art. 26. Les propriétaires peuvent demander une indemnité à charge de la Communauté française lorsqu'une interdiction de bâtir ou de lotir résultant uniquement du classement d'un bien ou de sa situation dans une zone de protection met fin à l'usage auquel le bien est affecté ou normalement destiné au jour précédant l'entrée en vigueur de l'arrêté de classement ou de l'arrêté établissant la zone de protection.

Le droit à l'indemnisation naît au moment du refus du permis de bâtir ou de lotir ou lors de la délivrance d'un certificat d'urbanisme négatif. Seule la diminution de valeur résultant de l'interdiction de bâtir ou de lotir peut être prise en considération pour l'indemnisation. Cette diminution de valeur doit être subie sans indemnité jusqu'à concurrence de 20 p.c. de cette valeur.

L'indemnité est réduite ou refusée si et dans la mesure où il est établi que le propriétaire tire avantage du classement du bien ou de sa situation dans une zone de protection.

Il n'y a pas lieu à indemnité lorsque le propriétaire a acquis le bien alors qu'il était déjà classé ou situé dans une zone de protection. La Communauté française peut s'exonérer de son obligation d'indemniser en rachetant le bien à l'intéressé.

La Communauté française peut demander le remboursement des indemnités majorées des intérêts légaux aux bénéficiaires ou à leur ayants droit dès que le bien est déclassé ou qu'il n'est plus situé dans une zone de protection.

Les demandes d'indemnités ou de remboursement d'indemnités sont, quel que soit le montant, de la compétence des tribunaux de première instance. Tous les jugements, autres que préparatoires, rendus à ce sujet sont susceptibles d'appel.

Les actions sont prescrites un an après le jour où naît le droit d'indemnisation ou de remboursement d'indemnisation.

CHAPITRE VI. — Dispositions pénales

Art. 27. Indépendamment des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents chargés de l'administration de la police de la voirie, les fonctionnaires et agents techniques des communes et associations de communes désignés par le gouvernement de la province, ainsi que fonctionnaires et agents désignés à cette fin par l'Exécutif ont qualité pour rechercher et constater les infractions aux dispositions du présent décret.

Art. 28. Lorsqu'ils constatent que des travaux sont effectués en violation des dispositions du présent décret, ils en avertissent sans délai l'Exécutif. Ce dernier peut ordonner l'interruption immédiate des travaux par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception adressée au maître de l'ouvrage et aux personnes qui exécutent les travaux. Au besoin, l'Exécutif ou son délégué requiert l'intervention de la force publique et fait apposer des scellés pour assurer l'interruption des travaux.

Art. 29. Sera puni d'une amende de 1 000 à 10 000 francs celui qui aura, en contravention aux dispositions du présent décret ou prises en vertu de celui-ci :

1° Entamé des travaux de nature à compromettre la conservation d'un monument ou d'un ensemble architectural classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde;

2° Entamé des travaux interdits par l'arrêté de classement d'un site, ou interdits du fait de son inscription sur la liste de sauvegarde, à moins qu'ils aient été autorisés par un arrêté de l'Exécutif postérieur.

Art. 30. Tout jugement de condamnation ordonnera le rétablissement des monuments, ensembles architecturaux et sites classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde dans leur état primitif ou les travaux nécessaires pour leur rendre, dans la mesure du possible, leur aspect antérieur, aux frais du condamné, sans préjudice des dommages et intérêts. Le tribunal fixe le délai d'exécution du jugement et peut prononcer des astreintes.

TITRE III. — Dispositions finales

Art. 31. Les dispositions du présent décret, à l'exception des dispositions de procédure, sont d'ordre public.

Art. 32. Les procédures de classement en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent décret sont valables pour la partie déjà réalisée. Elles sont poursuivies conformément aux dispositions du présent décret.

Art. 33. A l'exception de ses dispositions relatives aux objets mobiliers, la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites et le décret du 28 juin 1976 qui la modifie sont abrogés.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 1987.

Le Ministre-Président,
Ph. MONFILS

Le Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,
E. POULLET

Le Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,
A. BERTOUILLE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 87 — 1762

17 JULI 1987

Decreet betreffende de bescherming van het onroerend cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder:

a) Onroerend cultureel patrimonium: het geheel van de onroerende goederen waarvan de bescherming gerechtvaardigd is op grond van hun historische, archeologische, wetenschappelijke, artistieke, sociale of technische waarde:

1° Als monument: elk afzonderlijk beschouwd architecturaal werk of beeldhouwwerk, met inbegrip van de installaties en sieraden die noodzakelijk deel uitmaken van dat werk.

2° Als architecturaal geheel: elke groep stadsgebouwen of landelijke gebouwen die voldoende samenhangend is om topografisch afgebakend te worden en die merkwaardig is door haar homogeniteit of doordat ze in haar omgeving harmonieus geïntegreerd is.

3° Als landschap: elk werk van de natuur of elk gecombineerd werk van de mens en van de natuur dat een ruimte uitmaakt die voldoende kenmerkend en homogeen is om topografisch afgebakend te worden.

b) Bescherming: het geheel van de maatregelen gericht op de identificatie, de bewaring, de rangschikking, het onderhoud, de restauratie, de versteviging, de herwaardering van monumenten, architecturale gehelen en landschappen met het oog op het geïntegreerde behoud ervan.

c) Executieve: de Franse Gemeenschapsexecutieve.

d) Koninklijke Commissie: De franstalige autonome sectie van de Koninklijke Commissie voor monumenten en landschappen.

e) Eigenaar: de natuurlijke of rechtspersoon, houder van het recht van eigendom, vruchtgebruik of erfpacht op het goed.

f) Beschermingszone: de zone rondom een monument, een architecturaal geheel of een landschap waarvan de omtrek vastgesteld wordt naar vereis van de bescherming van de directe omgeving van het goed.

(1) Zitting 1984-1985.

Documenten van de Raad. — Nr. 189, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 189, nrs. 2 en 3. Amendementen.

Zitting 1985-1986.

Documenten van de Raad. — Nr. 32, nr. 1. Document dat naar de zitting 1984-1985 verwijst. — Nr. 32, nrs. 2 tot 26, en nr. 32, nrs. 28 tot 33. Amendementen en subamendementen. — Nr. 32, nr. 27. Verslag.

Zitting 1983-1984.

Documenten van de Raad. — Nr. 140, nr. 1. Voorstel van decreet. — Nr. 140, nrs. 2 en 3. Amendementen. (Gezamenlijk onderzoek).

Zitting 1986-1987.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van woensdag 8 juli 1987.

TITEL II. — *Bescherming van de monumenten, architecturale gehelen en landschappen*HOOFDSTUK I. — *Maatregelen tot bewaring**Afdeling 1. — De inventaris*

Art. 2. De Executieve maakt een inventaris op van de onroerende culturele goederen die in artikel 1, a, van dit decreet bepaald zijn; ze houdt de inventaris bij en maakt die bekend.

Afdeling 2. — De bewaarlijst

Art. 3. § 1. De Executieve kan, na het advies van de Koninklijke Commissie te hebben ingewonnen, de in artikel 1 van dit decreet bepaalde onroerende culturele goederen op een bewaarlijst inschrijven :

- hetzij op eigen initiatief;
- hetzij op voorstel van de Koninklijke Commissie;
- hetzij op aanvraag van het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente;
- hetzij op aanvraag van 150 personen die ingeschreven zijn in het bevolkingsregister van de gemeente waar het goed gelegen is, als de gemeente minder dan 5 000 inwoners telt; van 300 personen voor een gemeente waarvan het bevolkingscijfer hoger dan 5 000 is;
- hetzij op aanvraag van de eigenaar.

§ 2. De goederen worden op de bewaarlijst ingeschreven voor een periode van negen maanden ingaande de datum van de inschrijving.

Art. 4. Het besluit tot inschrijving van een goed op de bewaarlijst wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Het wordt betekend :

- Aan de Waalse Gewestexecutieve en, in voorkomend geval, aan de Minister van Justitie, aan de Minister van Landbouw, aan de Minister van Openbare Werken;
- Aan de bestendige deputatie van de provincie waar het goed gelegen is, aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar het goed gelegen is, aan de Koninklijke Commissie, aan de eigenaar.

Het besluit tot inschrijving van het goed op de bewaarlijst wordt bindend tegenover hen vanaf zijn betekening of vanaf zijn bekendmaking indien deze voorafgaat.

Art. 5. § 1. De eigenaar van een goed dat op de bewaarlijst is ingeschreven mag er geen definitieve wijziging die er het uitzicht van wijzigt, aanbrengen of laten aanbrengen, voordat hij door de Executieve, op advies van de Koninklijke Commissie, daartoe toegelaten is.

Deze toelating moet verleend worden binnen de vier maanden die volgen op de aanvraag. Nadat die termijn verstreken is, wordt de toelating als verleend geacht.

§ 2. In afwijking van artikel 90, lid 2, van de gemeentewet, kan de burgemeester, wanneer een op de bewaarlijst ingeschreven goed bouwvallig is, geen gedeeltelijke of gehele afbraak ervan bevelen zonder zijn beslissing aan de Executieve te betekenen. Deze beslissing is uitvoerbaar binnen de tien dagen die volgen op de ontvangst van die betekening, indien de Executieve die niet bij aangetekende brief heeft geschorst.

§ 3. Het onroerend goed blijft steeds aan de uitwerksels van de inschrijving op de bewaarlijst onderworpen, in welke handen het ook overgaat. De erfdienstbaarheden die voortvloeien uit de wetten, decreten en verordeningen betreffende de politie op de wegen en de gebouwen, zijn niet toepasselijk op de onroerende goederen die op de bewaarlijst zijn ingeschreven, indien zij beschadiging of wijziging van uitzicht tot gevolg kunnen hebben.

§ 4. In geval van overdracht van een op de bewaarlijst ingeschreven goed, is de instrumenterende notaris gehouden tot het inwinnen bij de gemeentebesturen van de eventuele informatie met betrekking tot de inschrijving op een bewaarlijst.

In de publiciteit die gedaan wordt bij een verkoop, is de instrumenterende notaris eveneens gehouden tot vermelding van de inschrijving op een bewaarlijst.

§ 5. Wanneer een goed op een bewaarlijst is ingeschreven, zijn de gemeentebesturen ertoe gehouden over dat goed elke inlichting te verstrekken die in hun bezit is, hetzij op aanvraag van elke betrokkene, hetzij van ambtswege, ingeval ze een stedenbouwkundig attest afgeven bij toepassing van artikel 63, § 12, van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw.

Art. 6. De Executieve kan, na het advies van de Koninklijke Commissie te hebben ingewonnen, de inschrijving van een goed op de bewaarlijst doorhalen :

- hetzij op eigen initiatief;
- hetzij op verzoek van een openbare overheid;
- hetzij op verzoek van de eigenaar, gericht aan de Executieve bij ter post aangetekende brief.

HOOFDSTUK II. — *Rangschikking**Afdeling 1. — Procedure*

Art. 7. De Executieve kan de in artikel 1 bepaalde onroerende culturele goederen rangschikken.

Art. 8. De Executieve stelt de procedure tot rangschikking in :

- hetzij op eigen initiatief;
- hetzij op voorstel van de Koninklijke Commissie;
- hetzij op aanvraag van het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente;
- hetzij op aanvraag van 150 personen die ingeschreven zijn in het bevolkingsregister van de gemeente waar het goed gelegen is, als de gemeente minder dan 5 000 inwoners telt; van 300 personen voor een gemeente waarvan het bevolkingscijfer hoger dan 5 000 is;
- hetzij op aanvraag van de eigenaar.

Art. 9. De Executieve legt, om advies, de ontwerpen tot rangschikking gelijktijdig voor aan :

a) De Waalse Gewestexecutieve en, in voorkomend geval, de Minister van Justitie, de Minister van Landbouw en de Minister van Openbare Werken; ze beschikken over een termijn van zestig dagen vanaf de dag van de ontvangst van de aanvraag die gericht wordt bij ter post aangetekende brief, om hun advies mede te delen; nadat die termijn verstreken is, wordt de procedure voortgezet.

b) De bestendige deputatie van de provincieraad en het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar het goed gelegen is.

c) De Koninklijke Commissie.

De Executieve betekent aan de eigenaar, bij ter post aangetekende brief, haar beslissing de procedure tot rangschikking in te stellen. De eigenaar is verplicht binnen veertien werkdagen de bewoner ervan op de hoogte te brengen alsook elke persoon die hij zou hebben opgedragen werken aan het bedoelde goed uit te voeren of die hij zou hebben toegelaten zulke werken uit te voeren. De aan de eigenaar gerichte betekening vermeldt die verplichting alsook de straf die voor de overtreding ervan toepasselijk is.

Art. 10. § 1. Binnen de veertien dagen na de ontvangst van de in artikel 9, b, bedoelde aanvraag, stelt het college van burgemeester en schepenen een openbaar onderzoek in dat aangekondigd wordt door middel van biljetten aangeplakt bij het gemeentehuis, op de plaats waarop het ontwerp tot rangschikking betrekking heeft, en, eventueel, door elk ander middel. De aangeplakte adviezen moeten tijdens de gehele duur van het onderzoek in een volkomen staat van zichtbaarheid en leesbaarheid gehouden worden. Ze vermelden het voorwerp van het onderzoek en wijzen erop dat het dossier in het gemeentehuis geraadpleegd kan worden. Ze berichten ook dat de eventuele opmerkingen schriftelijk gericht dienen te worden aan het college van burgemeester en schepenen binnen de dertig dagen na het aanplakken en bepalen de uiterste datum voor de indiening van die opmerkingen. De opmerkingen worden samen met een afschrift van het advies aan de Executieve medegedeeld.

§ 2. Binnen de veertien dagen nadat de in § 1 bedoelde termijn verstreken is, houdt het college van burgemeester en schepenen of een lid dat door dit college afgevaardigd wordt, een openbare zitting waar de personen die het wensen gehoord worden.

Na afloop van die zitting worden notulen opgemaakt die het openbaar onderzoek beëindigen.

§ 3. Na afloop van het openbaar onderzoek, binnen een termijn die 30 dagen niet overschrijdt, brengt de gemeenteraad een met redenen omkleed advies uit over de aanvraag om rangschikking; nadat die termijn is verstreken, wordt de procedure voortgezet.

§ 4. Binnen de veertien dagen die volgen op het verstrijken van de in § 3 bedoelde termijn, zendt het college van burgemeester en schepenen aan de bestendige deputatie van de provincieraad het dossier over met, in bijlage :

- de opmerkingen die gedurende het openbaar onderzoek werden uitgedrukt;
- de notulen die het openbaar onderzoek beëindigen;
- de na beraadslaging getroffen beslissing van de gemeenteraad.

Er wordt tegelijk een afschrift van die bescheiden aan de Executieve en aan de Koninklijke Commissie gericht.

§ 5. Het feit dat de gemeente de in dit artikel bedoelde formaliteiten niet vervult of met vertraging vervult heeft noch de nietigverklaring van de procedure noch de verlenging van de in artikel 11 bedoelde termijn tot gevolg.

Art. 11. Binnen de dertig dagen na de ontvangst van het dossier dat door de gemeente werd overgezonden of, bij gebreke daarvan, binnen de honderd vijftig dagen die volgen op de ontvangst van de in artikel 9, b, bedoelde aanvraag, brengt de bestendige deputatie een met redenen omkleed advies uit over de aanvraag om rangschikking; nadat die termijn is verstreken, wordt de procedure voortgezet.

Art. 12. Het volledige dossier wordt door de bestendige deputatie overgezonden aan de Koninklijke Commissie die haar met redenen omklede voorstellen aan de Executieve richt binnen de zestig dagen na de ontvangst van het dossier of, bij gebreke daarvan, binnen de zestig dagen die volgen op het verstrijken van de in artikel 11 bedoelde termijn.

Art. 13. § 1. Elke eigenaar van een onroerend goed dat het voorwerp van een voorstel tot rangschikking uitmaakt, kan, binnen de vijftien dagen na het einde van het in artikel 10 bedoelde onderzoek, zich rechtstreeks aan de Executieve bij ter post aangetekende brief richten om zijn opmerkingen over de rangschikking te doen kennen, voor zover bij zijn brief een verklaring van het gemeentebestuur gevoegd wordt die bevestigt dat hij bij het onderzoek afwezig was.

§ 2. De in § 1 bedoelde procedure kan door elke eigenaar of elke andere betrokken persoon gebruikt worden wanneer de gemeente geen openbaar onderzoek heeft verricht. Er wordt tegelijk een afschrift van die bescheiden aan de Koninklijke Commissie gericht.

Art. 14. Het besluit tot rangschikking wordt bij aangetekende brief betekend aan de in artikel 9 vermelde overheden en personen. Het wordt overgeschreven op het kantoor van de hypotheekbewaarder.

Binnen de veertien dagen na de ontvangst van de betekening, geeft de eigenaar er kennis van aan de huurder of aan de bewoner bij ter post aangetekende brief; zo niet, kan hij hoofdelijk aansprakelijk gesteld worden voor het herstel of de schadevergoeding bedoeld in artikel 30. De in lid 2 bedoelde betekening vermeldt deze verplichting.

Het besluit tot rangschikking wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 15. Het opheffen van de rangschikking van een monument, een architecturaal geheel of een landschap geschiedt onder de voorwaarden en in de vormen vastgesteld voor de rangschikking.

Afdeling 2. — Uitwerksels van de rangschikking

Art. 16. De in artikel 5 bedoelde bepalingen betreffende de bewaarijst zijn van toepassing voor de uitwerksels van de rangschikking.

Art. 17. De Executieve kan, bij met redenen omkleed besluit genomen op advies van de Koninklijke Commissie, rondom elk gerangschikt monument, architecturaal geheel of landschap, een beschermingszone vaststellen waarvan ze de grenzen bepaalt. In deze zone moeten alle daden en werken die het uitzicht vanaf het monument, het architecturaal geheel of het landschap naar buiten en vanaf buiten naar het monument, het architecturaal geheel en het landschap kunnen wijzigen, door de Executieve uitdrukkelijk worden toegelaten.

De Executieve stelt de procedure voor de verlening van de toelating vast. De Executieve wordt geacht de toelating te verlenen, indien, binnen een termijn van zestig dagen na de ontvangst van de aanvraag en na de inwinning van de gevraagde inlichtingen, een besluit van de Executieve niet is getroffen waarbij toelating tot uitvoering van de ontzeggde werken wordt gegeven.

Art. 18. § 1. Het besluit tot rangschikking kan de bijzondere beschermingsvoorwaarden bepalen waaraan de betrokken goederen onderworpen zijn. Deze voorwaarden kunnen beperkingen van het recht van eigendom inhouden, met inbegrip van het totale of voorwaardelijke verbod inzake het bouwen of optrekken van afsluitingen.

§ 2. Het besluit tot rangschikking van een landschap kan de vrijheid van de landbouwer niet beperken, wat de aanplantingen en verbouwingen betreft, met uitzondering van heggen, bosjes, lanen en bossen, vochtige plekken alsook van de landschappen die gerangschikt zijn wegens de waarde van hun planten- of dierenwereld.

Art. 19. Alle uitwerksels van de rangschikking zijn voorlopig toepasselijk op de monumenten, architecturale gehelen en landschappen die het voorwerp van een procedure tot rangschikking uitmaken gedurende een periode van één jaar met ingang van de datum van de in de artikelen 9 en 10, § 2, bedoelde betekenissen.

De Executieve kan deze termijn met een periode van drie tot zes maanden verlengen.

Art. 20. De Executieve stelt de grafische vormgeving, de afmetingen en de plaats vast van de letterwoorden en borden geplaatst op monumenten en architecturale gehelen en in de directe nabijheid van gerangschikte landschappen, om de aandacht te vestigen op hun culturele waarde.

HOOFDSTUK III. — *Onderhouds-, versterkings-, restauratie- en herwaarderingswerken*

Art. 21. De eigenaar van een gerangschikt goed is ertoe gehouden dit goed door onderhouds-, versterkings- en restauratiewerken in goede staat te houden.

Art. 22. De werken tot onderhoud, versterking, restauratie en herwaardering van een gerangschikt goed kunnen niet ondernomen worden zonder de voorafgaande toelating die door de Executieve verleend wordt nadat ze het advies van de Koninklijke Commissie en van het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente ingewonnen heeft.

Art. 23. De Franse Gemeenschap, de provincie en de betrokken gemeente verlenen hun bijdrage in de onderhouds-, versterkings-, restauratie- en herwaarderingskosten volgens de voorwaarden en voorstellen die bij besluit van de Executieve vast te stellen zijn. De bijdrage van de Franse Gemeenschap kan niet lager zijn dan die van de gemeente, behoudens toestemming van deze.

In de gevallen waar de eigenaar weigert de werken te doen uitvoeren die nodig zijn om het verval of de beschadiging van het onroerend goed te voorkomen, kan de Franse Gemeenschap, de provincie of de gemeente in zijn plaats treden en de maatregelen tot behoud van het monument treffen; in dit geval krijgt de gemeente of de provincie de toelagen die door de Franse Gemeenschap toegekend worden.

Bij gebreke van overeenstemming met de eigenaar, kunnen deze overheden de gedane kosten terugvorderen, in de mate waarin de eigenaar er het voordeel van heeft genoten, door alle gerechtelijke middelen. Wanneer het goed aan een particulier toebehoort, mag deze eisen dat de betrokken overheid zijn goed onteigent. Tenzij anders is overeengekomen tussen de betrokken partijen, geldt de onteigening voor het gehele onroerend goed, ook al is het slechts voor een deel gerangschikt — voor zover het gerangschikte deel een wezenlijk bestanddeel van het monument of van het gebouw uitmaakt —, en voor het terrein dat er bij behoort.

HOOFDSTUK IV

Integratie van het onroerend cultureel patrimonium in het levensmilieu van de hedendaagse maatschappij

Art. 24. § 1. Met het oog op de integratie van het als monument gerangschikte patrimonium, doen de Franse Gemeenschap, de provincies, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten, de raden van kerkfabrieken en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn een uitvoerig onderzoek naar de mogelijkheden om het gerangschikte onroerend goed of de gerangschikte onroerende goederen waarvan ze eigenaar zijn voor een activiteit te bestemmen.

§ 2. De Gemeenschap draagt bij in de kosten van het onderzoek naar de mogelijkheden om aan de in § 1 gerangschikte onroerende goederen een nieuwe bestemming te geven, volgens de voorwaarden en voorstellen die bij besluit vast te stellen zijn.

§ 3. De toekenning, door de Franse Gemeenschap, van elke subsidie voor de restauratie, de versterking en de herwaardering van gerangschikte gebouwen, eigendom van de in § 1 vermelde instellingen, wordt afhankelijk gemaakt van een uitvoerig onderzoek naar de mogelijkheden om aan die gebouwen een nieuwe bestemming te geven.

Art. 25. Onder de voorwaarden en volgens de cijfers die door de Executieve vastgesteld worden, kunnen de Franse Gemeenschap, de betrokken provincie en de betrokken gemeente bijdragen in het deel van de kosten dat alleen ontstaat doordat de gerangschikte goederen een nieuwe bestemming krijgen.

HOOFDSTUK V. — *Vergoedingen*

Art. 26. De eigenaars kunnen een vergoeding vragen ten laste van de Franse Gemeenschap wanneer een bouw- of verkavelingsverbod dat uitsluitend voortvloeit uit de rangschikking van een goed of uit zijn ligging in een beschermingszone, een einde maakt aan het gebruik waarvoor het goed bestemd is op de dag die voorafgaat aan de inwerkingtreding van het besluit tot rangschikking of van het besluit tot vaststelling van de beschermingszone.

Het recht op de vergoeding ontstaat bij de weigering van de bouw- of verkavelingsvergunning of bij de uitreiking van een negatief stedenbouwkundig attest. Slechts de waardevermindering die voortvloeit uit het bouw- of verkavelingsverbod kan in aanmerking worden genomen voor de vergoeding. Voor die waardevermindering wordt geen vergoeding toegekend tot beloop van 20 pct. van die waarde.

De vergoeding wordt verminderd of geweigerd wanneer bewezen is dat de eigenaar voordeel trekt van de rangschikking van het goed of van zijn ligging in een beschermingszone. De vermindering geschiedt naar verhouding van het voordeel.

Er wordt geen vergoeding toegekend wanneer de eigenaar het goed heeft verworven terwijl het reeds gerangschikt was of gelegen was in een beschermingszone. De Franse Gemeenschap kan zichzelf vrijstellen van haar verplichting tot vergoeding door het goed van de betrokkene terug te kopen.

De Franse Gemeenschap kan de terugbetaling van de vergoedingen, vermeerderd met de wettelijke interesten, vragen aan de begunstigen of hun rechthebbenden, zodra de rangschikking van het goed opgeheven is of zodra het goed niet meer in een beschermingszone gelegen is.

De aanvragen om vergoedingen of om terugbetaling van vergoedingen behoren, wat het bedrag ook is, tot de bevoegdheid van de rechtbanken van eerste aanleg. Alle vonnissen, anders dan voorbereidende vonnissen, die daarover gewezen zijn, zijn voor hoger beroep vatbaar.

De vorderingen verjaren één jaar na de dag waarop het recht op de vergoeding of op de terugbetaling van de vergoeding ontstaat.

HOOFDSTUK VI. — *Strafbepalingen*

Art. 27. Naast de officieren van de gerechtelijke politie, zijn de ambtenaren en beambten belast met het bestuur van de politie op de wegen, de ambtenaren en technisch beambten van de gemeenten en verenigingen van gemeenten die door het provinciaal gouvernement aangewezen worden, alsook de ambtenaren en beambten die daartoe door de Executieve aangewezen worden, bevoegd om de inbreuken op de bepalingen van dit decreet op te sporen en vast te stellen.

Art. 28. Wanneer ze vaststellen dat werken verricht worden in strijd met de bepalingen van dit decreet, brengen ze er de Executieve zonder verwijl op de hoogte van. Deze kan de onmiddellijke onderbreking van de werken bevelen bij ter post aangetekende brief, met een ontvangstbewijs gericht aan de opdrachtgever van het werk en aan de personen die de werken uitvoeren. Zo nodig, doet de Executieve of haar afgevaardigde een beroep op de gewapende macht en doet de verzegeling plaatshebben om de werken te onderbreken.

Art. 29. Met geldboete van 1.000 tot 10.000 frank wordt gestraft, hij die, bij overtreding van de bepalingen van dit decreet of van de krachtens dit decreet getroffen bepalingen :

1° Werken heeft ondernomen die het behoud van een monument of van een architecturaal geheel dat gerangschikt is of op de bewaarijst is ingeschreven in het gedrang brengen.

2° Werken heeft ondernomen die verboden zijn door het besluit tot rangschikking van een landschap of doordat dit landschap op de bewaarijst is ingeschreven, tenzij die werken door een later besluit van de Executieve zijn toegelaten.

Art. 30. Elk vonnis van veroordeling beveelt het terugbrengen van de monumenten, architecturale geheelen en landschappen die gerangschikt zijn of op de bewaarijst zijn ingeschreven, in hun oorspronkelijke staat, of de werken die nodig zijn om hun, voor zover mogelijk, hun vroegere uitzicht terug te geven, ten koste van de veroordeelde, onverminderd de schadevergoeding. De rechtbank stelt de termijn voor de uitvoering van het vonnis vast en kan astreintes uitspreken.

TITEL III. — Slotbepalingen

Art. 31. De bepalingen van dit decreet, met uitzondering van de procesbepalingen, zijn van openbare orde.

Art. 32. De rangschikkingsprocedures die lopen op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet zijn geldig voor het deel dat reeds verwezenlijkt is. Ze worden voortgezet overeenkomstig de bepalingen van dit decreet.

Art. 33. Met uitzondering van haar bepalingen betreffende de roerende goederen, worden de wet van 7 augustus 1931 op het behoud van monumenten en landschappen en het decreet van 28 juni 1976 tot wijziging van die wet, opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 1987.

De Minister-Voorzitter,

Ph. MONFILS

De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,

E. POULLET

De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

A. BERTOUILLE

F. 87 — 1763

**1er JUIN 1987. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
relatif à l'admission de l'école libre de musique de Saint-Nicolas
au bénéfice des subventions de la Communauté française**

Nous, Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,

Vu la loi du 14 mai 1955 sur l'enseignement artistique, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1954 relatif aux conditions d'octroi par l'Etat des subventions-traitements aux Conservatoires communaux, aux Académies et Ecoles de musique communales et libres;

Vu l'arrêté royal du 5 novembre 1969 instituant un Conseil de perfectionnement de l'enseignement de la musique (régime francophone);

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 décembre 1985 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Considérant que le Conseil de perfectionnement, dissous depuis le 30 juin 1986, n'a pas été reconstitué à ce jour,

Arrêtons :

Article 1er. L'école libre de musique de Saint-Nicolas est admise au bénéfice des subventions de la Communauté française à partir du 1er janvier 1987, et classée parmi les écoles de seconde catégorie.

Art. 2. Cet établissement fera figurer dans son titre la mention « Etablissement classé en seconde catégorie ».

Bruxelles, le 1er juin 1987.

Le Ministre de la Santé, de l'Enseignement
et des Classes moyennes de la Communauté française,

A. BERTOUILLE